



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-25532>

Département(s) de publication : **75**

Annonce n° **25-25532**

Services

---

### Section 1 - Identification de l'acheteur

**Nom complet de l'acheteur :** Sénat

**Type de Numéro national d'indentification :** SIRET

**N° National d'identification :** 11000002300017

**Ville :** Paris

**Code postal :** 75006

**Groupement de commandes :** Non

**Département(s) de publication :** 75

### Section 2 - Communication

**Lien vers le profil d'acheteur :** <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

**Identifiant interne de la consultation :** SENAT\_DAPJ\_2025\_008

**Intégralité des documents sur le profil d'acheteur :** Oui

**Utilisation de moyens de communication non communément disponibles :** Non

**Nom du contact :** M. Denis FLOC'HLAY

**Adresse mail du contact :** Marches-apj@senat.fr

**Numéro de téléphone du contact :** +33 142342210

### Section 3 - Procédure

**Type de procédure :** Procédure adaptée ouverte

**Conditions de participation :**

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** Le candidat fournira : la lettre de candidature du candidat : imprimé DC1 , dûment complété et comportant une adresse électronique valide à laquelle pourra être envoyée toute correspondance relative à la présente consultation ; En cas de candidatures groupées, une seule lettre de candidature sera établie pour l'ensemble du groupement ; elle sera renseignée et signée par tous les membres du groupement ; elle précisera la nature du groupement et désignera un mandataire. la déclaration du candidat : imprimé DC2, dûment complété et accompagné, si le candidat est en redressement judiciaire, de la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, justifiant qu'il a été habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ; si elle ne figure pas dans le DC1, une déclaration sur l'honneur, dûment signée, justifiant que le

candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique.

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : Le candidat fournira s'ils ne figurent pas dans le formulaire DC2, le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations faisant l'objet du marché au cours des trois dernières années. une preuve d'assurance en cours de validité pour les risques professionnels (responsabilité civile).
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : Le candidat fournira : une plaquette de présentation générale de l'entreprise indiquant notamment les références générales des trois derniers exercices, les moyens actuels tant humains que matériels qui seront être mis en oeuvre pour réaliser les prestations objet du marché, et un organigramme ; Les capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché comprennent notamment un haut niveau de qualification, attesté par les diplômes, certificats et références présentés, en matière d'architecture, d'ingénierie du bâtiment (structure, fluides...), d'ingénierie relative aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques, de prévention des risques d'incendie et de mise en oeuvre des normes d'accessibilité Conformément aux articles R. 2142-2 et R. 2142-13 du code de la commande publique et compte tenu de la nature de la mission, les niveaux minimaux de capacités techniques et professionnelles suivants sont exigés : - une expérience solide, attestée par des références vérifiables, en matière d'aménagement de parcs de stationnement couverts ; - les capacités attestées par les certificats suivants, ou tout autre moyen de preuve équivalent : o OPQIBI 1216 « Ingénierie des risques d'incendie courants » ; o OPQIBI 1426 « Étude en vue de l'installation d'Infrastructure de Recharge pour Véhicules Électriques (IRVE) » ; o OPQIBI 1405 « Étude d'installations électriques courantes » ; o OPQIBI 1312 « Étude d'installations courantes de chauffage et de VMC » ; o OPQIBI 1411 « Étude de systèmes courants de gestion technique » ; o OPQIBI 1202 « Étude de structures béton courantes » ; o OPQTECC 1.5 « Assistance à l'analyse économique conjointe à la programmation ». tout document permettant d'apprécier les capacités économiques et financières ainsi que les capacités techniques et professionnelles du candidat.

**Technique d'achat** : Sans objet

**Date et heure limite de réception des plis** : 07/04/2025 à 11:00

**Présentation des offres par catalogue électronique** : Interdite

**Réduction du nombre de candidats** : Non

**Possibilité d'attribution sans négociation** : Oui

**L'acheteur exige la présentations de variantes** : Non

## Section 4 - Identification du marché

**Intitulé du marché** : Remise aux normes et aménagement du parc de stationnement souterrain (étude de faisabilité)

**Code CPV principal - Descripteur principal** : 71000000

**Type de marché** : Services

**Description succincte du marché** : La consultation a pour objet la réalisation d'une mission d'étude de diagnostic et de faisabilité en vue de travaux de remise aux normes et d'aménagement du parc de stationnement souterrain du Palais du Luxembourg, situé à Paris, dans le 6ème arrondissement.

**Lieu principal d'exécution du marché** : Paris 6ème arrondissement

**La consultation comporte des tranches** : Non

**La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché** : Non

**Marché alloti** : Non

## Section 6 - Informations Complémentaires

**Visite obligatoire** : Non

**Autres informations complémentaires** : Une visite du site fortement recommandée est prévue à l'article 9.1 du règlement de la consultation. Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à

compter de la date limite de remise des offres. Le ou les candidats ayant présenté la ou les offres les mieux classées pourront être invités à négocier. Dans le cadre de cette négociation, ils pourront être interrogés par écrit, via la plateforme des achats de l'État ; ils pourront également être auditionnés, en présentiel ou par visio-conférence. La négociation pourra se dérouler en phases successives, à l'issue desquelles les candidats les moins bien classés, au regard des critères mentionnés ci dessus, pourront être éliminés. Le Sénat se réserve cependant la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation. Les délais d'exécution du marché figurent à l'article 4 du CCAP.

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication : 06/03/2025**